



## **Marché de services**

Marché à procédure adaptée – articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique)

## **Cahier des Clauses Particulières**

### **C.C.P.**

## **Prestation de captage et montage vidéo et réalisation de films**

### **Marché n°2025\_006**

#### **Acheteur : Parc amazonien de Guyane**

1, rue de la canne à sucre  
973 54 Rémire-Montjoly  
Téléphone : 0594 29 12 52  
Télécopie : 0594 29 26 58

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1-</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ – LIEU D’EXECUTION .....</b>	<b>1</b>
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION .....	1
<b>ARTICLE 2-</b>	<b>CLAUSES ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>1</b>
2.1	TYPE DE MARCHÉ .....	1
2.2	ALLOTISSEMENT .....	1
2.3	DURÉE DU MARCHÉ .....	1
2.3.1	<i>Cadre générale</i> .....	1
2.3.2	<i>Reconduction du marché</i> .....	1
2.4	ÉTENDU DU MARCHÉ .....	2
2.5	CLAUSES D’EXCLUSIVITÉ ET DE NON EXCLUSIVITÉ .....	2
2.6	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	2
2.7	CLAUSES DE REEXAMEN .....	2
2.8	MODALITÉS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	3
2.8.1	<i>Représentation des parties</i> .....	3
2.8.1.1	Représentation de l’acheteur .....	3
2.8.1.2	Représentation du titulaire .....	3
2.8.2	<i>Conditions d’exécution</i> .....	3
2.8.2.1	Principe .....	3
2.8.2.2	Période de préparation .....	3
2.8.2.3	Délais d’exécution .....	3
2.8.3	<i>Obligations du titulaire</i> .....	3
2.8.3.1	Obligation d’information .....	3
2.8.3.2	Obligation de confidentialité .....	4
2.8.3.3	Mesures de sécurité .....	4
2.8.3.4	Responsabilité du titulaire .....	4
2.8.4	<i>Garanties</i> .....	4
2.8.5	<i>Pénalités</i> .....	4
2.8.5.1	Pénalités diverses .....	4
2.9	REGIME FINANCIER .....	4
2.9.1.1	Forme et contenu des prix .....	4
2.9.1.2	Variation des prix .....	4
2.10	MODALITÉS FINANCIÈRES .....	5
2.10.1.1	Intérêts moratoires .....	5
2.10.1.2	Présentation des demandes de paiement .....	5
2.10.1.3	Taux de TVA .....	5
2.10.1.4	Monnaie .....	5
2.10.1.5	Transmission des factures .....	5
2.11	DISPOSITIONS DIVERSES .....	6
2.12	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	7
2.13	CLAUSES SOCIALES .....	7
<b>ARTICLE 3-</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>8</b>
3.1	PARTICIPATION AUX REUNIONS PARC AMAZONIEN <-> TITULAIRE .....	8
3.2	PARTICIPATION AUX REUNIONS SPECIFIQUES .....	8
3.3	TOURNAGE VIDEO ET LOGISTIQUE TECHNIQUE .....	8
3.4	AUTORISATIONS DE CAPTATIONS D’IMAGES PAR DRONES .....	9
3.5	MONTAGE VIDEO ET MIXAGE AUDIO .....	9
3.6	EXEMPLES DE FILMS REALISABLES DANS LE CADRE DU MARCHÉ (LISTE NON EXHAUSTIVE) .....	9
3.7	PRESENTATION DU FILM A DES EVENEMENTS .....	9
3.8	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	10
3.9	RECUPERATION DES RUSHS BRUT .....	10
3.10	RESPECT DE LA CHARTE GRAPHIQUE .....	10
3.11	PRESENTATION DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE .....	10
<b>ARTICLE 4-</b>	<b>DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES .....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ – LIEU D' EXECUTION**

### **1.1 Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet les prestations de tournage et de montage vidéo. Il s'agit de la réalisation de films sous différents types de format (reportage, documentaire ou pour les réseaux sociaux).

Les tournages peuvent être réalisés en site isolé en forêt amazonienne, sur des événements spécifiques ou dans un cadre institutionnel.

Les prestations attendues sont décrites dans le présent Cahiers des Clauses Particulières (CCP).

Au sens de l'article R.2162-13 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre sera passé par l'émission de bon de commande lors de la survenance du besoin. Il est conclu sans minimum et avec un maximum.

## **ARTICLE 2- CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **2.1 Type de marché**

Le marché est un marché de services.

La procédure utilisée est celle du marché à procédure adaptée – articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique)

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire tel que défini à l'article L.2125-1 du Code de la Commande Publique et porte sur des prestations de fournitures courantes. Il est prévu sans minimum mais avec un maximum de 45 000 € HT/ an.

### **2.2 Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande publique : la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **2.3 Durée du marché**

#### **2.3.1 Cadre générale**

Le présent marché est conclu pour une durée de un (1) an à compter de la notification du marché au titulaire.

#### **2.3.2 Reconduction du marché**

Le marché est reconductible tacitement deux (2) fois pour une durée annuelle à la date de notification du marché. La durée totale du marché ne peut excéder trois (3) ans.

En cas de non renouvellement, le titulaire recevra un préavis deux (2) mois avant le terme du marché. Les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En application de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

## **2.4 Étendu du marché**

Le marché consiste en la réalisation de prestations vidéos avec notamment les travaux suivants :

- Captation vidéo sur le terrain (en commune ou en pleine forêt, y compris sur les sites d'orpaillage illégaux)
- Montage et post-production
- Montage, doublage audio
- Interviews

## **2.5 Clauses d'exclusivité et de non exclusivité**

En principe, le titulaire du présent accord-cadre bénéficie d'une clause d'exclusivité. Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut y adhérer et seul le titulaire de l'accord-cadre peuvent se voir attribuer des bons de commande.

Toutefois, le Parc Amazonien se réserve le droit de déroger à la règle d'exclusivité, en ayant recours à des tiers au contrat, dans les cas suivants :

- Le titulaire est en incapacité physique temporaire de répondre à une demande du Parc Amazonien
- Le titulaire est en incapacité matérielle temporaire de répondre à une demande du Parc Amazonien
- Une demande spécifique des chefs coutumiers des communes isolées (réalisation du film par un membre de la communauté....)

Dans ces cas, le Parc Amazonien se réserve la possibilité de passer des marchés hors accord-cadre, précédées de mesures de publicité et de mise en concurrence, ou sans publicité ni mise en concurrence conformément aux articles R2122-1 à R2122-11 du code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire ne peut répondre de manière régulière aux demandes de l'administration, les modalités de résiliation du marché indiquées à l'article 2.10.5 sont applicables.

## **2.6 Documents contractuels**

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau de prix unitaires),
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- le mémoire technique remis par le prestataire à l'appui de son offre.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

## **2.7 Clauses de réexamen**

Conformément aux dispositions prévues dans l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible pour l'Administration, notamment pour des besoins nouveaux non recensé initialement, d'ajouter ou de supprimer des prestations.

Il peut s'agir de prestations complémentaires par exemple autour des films réalisés (présentations, expositions, participation à des festivals...)

## **2.8 Modalités d'exécution des prestations**

### **2.8.1 Représentation des parties**

#### **2.8.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'acheteur sera représenté dans le cadre de l'exécution du marché, par le Service Communication et la Cellule Logistique, Achats et Constructions.

Les équipes des Délégations et des Unités Territoriales pourront participer, avec l'accord du Service Communication, à la mise en œuvre des projets. Elles n'ont par contre pas l'habilitation pour la passation de commande.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

#### **2.8.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Ce dernier est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **2.8.2 Conditions d'exécution**

#### **2.8.2.1 Principe**

Il n'est pas prévu qu'un bureau ou du matériel soit mis à disposition du titulaire.

Toute mise à disposition de local devra faire un accord préalable avec le Parc Amazonien (notamment lors de déplacements dans les délégations).

#### **2.8.2.2 Période de préparation**

Il n'est pas prévu de période de préparation à la notification du marché.

#### **2.8.2.3 Délais d'exécution**

Conformément à l'article 13.1.2, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification, sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Le délai d'exécution de la commande est fixé au moment de la demande de devis.

### **2.8.3 Obligations du titulaire**

#### **2.8.3.1 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **2.8.3.2 Obligation de confidentialité**

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces informations ne peuvent, sans autorisation du Pouvoir Adjudicateur, être communiquées à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Le stockage des données ne pourra être réalisé sur des sites de stockage de données non sécurisés.

Ces obligations de discrétion s'appliquent pendant et après l'exécution du marché. La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### **2.8.3.3 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **2.8.3.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et les moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

### **2.8.4 Garanties**

Les dispositions de l'article 28 du CCAG FSC s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vice caché prévue aux articles 1641 et suivants du Code Civil.

### **2.8.5 Pénalités**

Toute manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités. Elle ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire. Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du prestataire à ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont dues quel que soit le montant.

#### **2.8.5.1 Pénalités diverses**

Les pénalités sont appliquées comme suit :

- retard de présentation des pièces administratives prévues au CCP : 50€ par jour ouvré
- retard de livraison d'un livrable : 50€ par jour ouvré
- absence non excusée à une réunion sur convocation de l'Administration : 50 €

## **2.9 Régime financier**

### **2.9.1.1 Forme et contenu des prix**

Les prix sont unitaires. Ils sont établis selon le Bordereau de Prix Unitaire joint au marché.

### **2.9.1.2 Variation des prix**

Le marché est à prix révisable. Il prévoit une clause de révision de prix, selon la formule suivante :

$$P_m = P_o \times I(m-3)/I_o$$

$P_m$  = prix du mois où la demande de révision est effectuée

$P_o$  = prix du mois initial du marché

$I(m-3)$  = Indice de référence, 3 mois antérieur au mois où la demande de révision est effectuée

Io = Indice du mois initial du marché.

Le mois initial du marché est le mois d'établissement des prix du marché.

La clause de révision peut être appliquée à chaque début de reconduction.

L'indice de référence est l'indice des salaires mensuels de base - Édition, audiovisuel et diffusion (NAF rév. 2, niveau A38 JA) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562693

## **2.10 Modalités financières**

### **2.10.1.1 Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par l'Administration dès lors que la facture a été bien présentée, et après admission des fournitures. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux (2) jours qui est retenue.

En cas de retard des sommes dues à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il en fasse la demande, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 et suivants. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 40 euros.

### **2.10.1.2 Présentation des demandes de paiement**

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Cette transmission peut se faire à la fin de chaque livrable.

### **2.10.1.3 Taux de TVA**

Conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts, le département de la Guyane est provisoirement exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

### **2.10.1.4 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **2.10.1.5 Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectuera par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

## **2.11 Dispositions diverses**

### **2.10.1 - Forme des notifications et des informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par tout moyen notamment dématérialisé ou sur supports électroniques permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

### **2.10.2 – Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

### **2.10.3 – Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

### **2.10.4 - Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le pouvoir adjudicateur n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure. Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents justifiant de la régularité de leurs obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du Travail.



### **2.10.5 - Résiliations**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG FCS. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire :

- pour événements extérieurs au marché : décès ou incapacité civile du titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, Incapacité physique du titulaire,
- pour événements liés au marché : difficulté d'exécution du marché, ordre de service tardif,
- pour faute du titulaire : manquement aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, inexactitude dans les renseignements ou documents transmis, actions ou pratiques frauduleuses, non respect des délais, ....

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 33 du CCAG de référence s'appliquent.

Par contre, en cas de manquement aux obligations du présent marché et huit (8) jours après la mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

### **2.10.6 - Différends**

Les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS s'appliquent. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations. Les deux parties peuvent recourir aux Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou saisir le médiateur des entreprises conformément aux articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande Publique.

### **2.10.7 - Litiges et contentieux**

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cayenne, situé à l'adresse suivante :

7 rue Victor Schoelcher  
BP 5030  
97305 CAYENNE Cedex  
Tél : 05 94 25 49 70  
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr  
<http://guyane.tribunal-administratif.fr>

## **2.12 Clauses environnementales**

Sans objet

## **2.13 Clauses sociales**

Le présent marché n'intègre pas de clauses en faveur de l'insertion professionnelle.

## **ARTICLE 3- CLAUSES TECHNIQUES**

### **3.1 Participation aux réunions Parc Amazonien <-> Titulaire**

Le titulaire devra participer aux réunions bilatérales organisées par le Parc Amazonien dans le cadre de la réalisation des prestations.

Il peut s'agir de réunions préparatoires à un projet (expression de besoins avant établissement d'un devis), réunion de travail dans le cadre d'une restitution d'un livrable, réunions dans le cadre du suivi d'exécution du marché...

Ces réunions ne font pas l'objet d'un chiffrage dans les différents devis, leur coût étant intégré dans les prix unitaires.

### **3.2 Participation aux réunions spécifiques**

Dans le cas d'une convocation à une réunion spécifique, le titulaire pourra proposer un devis (au temps passé).

Il peut s'agir de réunions de restitution d'un projet à des autorités (mairie, Conseil d'Administration...), participer à une conférence....

### **3.3 Tournage vidéo et logistique technique**

Le titulaire proposera au Parc Amazonien plusieurs scénarii envisagés pour la réalisation du film.

Il s'agit notamment de présenter l'approche artistique sur la façon de filmer (captation rapide, temps de pose long...)

La captation se fera en résolution 4K et une fréquence d'image de 60 images / secondes. Le titulaire devra être équipé de tous matériel professionnel, notamment :

- Caméras 4K
- Divers objectifs (pour interview, pour images naturalistes, pour paysages etc)
- Trépieds, stabilisateurs
- Lumières
- Micros
- Batteries, cartes de stockage...

Le titulaire intégrera dans le devis le coût lié aux déplacements dans les communes de l'intérieur. Ce coût comprend notamment :

- Le prix du billet d'avion ou du transport fluvial
- Le prix des nuitées
- Les frais de bouche

Des tournages pourront être réalisés en cœur de forêt amazonienne, sur des sites totalement isolés (accessibles que par hélicoptère, marche en forêt etc).

Pour les captations en forêt amazonienne, la logistique sera conjointe avec le parc Amazonien, qui organisera notamment :

- Le transport en Hélicoptère

- Certains transports en pirogue
- Les nuitées en carbet bâche.

Le titulaire devra prévoir son propre équipement concernant :

- Un hamac adapté pour des nuitées en carbet bâche en forêt
- Des boîtes de protection étanches du matériel vidéo

Il est précisé que le Parc Amazonien ne pourra être tenu responsable en cas de casse ou vol dans le cadre des missions sur le terrain, sauf faute démontrée d'un personnel du Parc Amazonien.

### **3.4 Autorisations de captations d'images par drones**

Le titulaire devra s'assurer de demander les autorisations auprès des autorités administratives pour l'utilisation de drones.

### **3.5 Montage vidéo et mixage audio**

Le titulaire réalisera le montage vidéo pour des formats types de films suivants :

- Format reportage : moins de 6 minutes
- Format documentaire : de 6 à 52 minutes
- Format réseaux sociaux – moins de 1min 30s

Le titulaire procédera au mixage audio avec l'intégration des voix des personnes interviewées avec éventuellement intégration de sous-titres (la traduction sera prise en charge par le Parc Amazonien).

Le titulaire utilisera, par défaut, de la musique libre de droit. En cas d'utilisation de musique sous droit d'auteur et nécessitant le paiement des droits d'utilisation, le titulaire devra en informer le Parc Amazonien au préalable.

Les logiciels autorisés pour le montage sont Adobe Première Pro, Final Cut Pro ou équivalent. Les formats de livraisons devront être facilement exploitables (.mp4, .mov...)

### **3.6 Exemples de films réalisables dans le cadre du marché (liste non exhaustive)**

Les thématiques sont évolutives en fonction des missions du Parc Amazonien. Les sujets ci-après sont donnés à titre d'exemple et sont non exhaustifs :

- Prestations vidéo régulière sur la restitution des plénières du Comité de Vie Local – récurrence annuelle
- Film pédagogique sur la maladie du manioc
- Vidéo sur le site Itoupé ou tout autre isolé en forêt
- Film axé sur les changements climatiques en lien avec la Cop 30
- Film axé sur la présentation des missions de Lutte Contre l'Orpaillage Illégal
- Films axés sur la coopération internationale avec le Brésil, le Suriname et le Guyana.
- Film axé sur l'évènementiel (marché artisanal, journée de l'abatti...)

### **3.7 Présentation du film à des événements**

Le titulaire pourra proposer au Parc Amazonien de présenter certains films à des festivals ou des concours. La présentation d'un film ou d'un projet à ce type d'évènement devra être validé au préalable par le Parc Amazonien (pour des raisons de confidentialité de certaines thématiques, notamment la Lutte contre l'Orpaillage Illégal).

### 3.8 Propriété intellectuelle

Le Parc Amazonien, en tant que Pouvoir Adjudicateur choisit l'option B du CCAG de référence (Prestations intellectuelles 2021).

Il est précisé que certains partenaires pour qui les films sont réalisés, qui seront précisés auprès du titulaire au cas par cas, pourraient être autorisés à exploiter les résultats.

Le titulaire ne sera pas en droit d'exploiter les résultats du présent marché à son propre compte.

La cession des droits au Pouvoir Adjudicateur est comprise dans les prix du marché.

### 3.9 Récupération des rushs brut

Le Parc Amazonien récupérera, sur un support de type stockage externe (usb, disque dur...) les rushs bruts enregistrés lors des tournages, au format .mov / mp4....

### 3.10 Respect de la charte graphique

Les éléments visuels devront respecter la charte graphique du Parc Amazonien.

### 3.11 Présentation du Bordereau de prix unitaire

Le Bordereau de prix unitaire est composé de postes budgétaires reprenant les spécificités techniques du CCP.

Le détail des postes est précisé ci-après :

Prestation	Détail des prestations comprises
Taux journalier pour la phase de pré-production : réunions d'échanges, expression de besoins...	Ce poste comprend le temps passé journalier pour l'expression de besoins, les réunions préparatoires, les échanges mails....
Taux journalier pour la phase production : tournage sur site (réalisation, captation de son...)	Ce poste comprend le temps passé journalier pour le tournage sur site : captation vidéo, audio, interview...
Forfait pour utilisation de matériel vidéo simple lors du tournage : caméra, micro	Ce poste correspond à un forfait journalier pour l'utilisation de matériel pour un tournage simple (caméra, micro)
Forfait pour utilisation de matériels vidéo complexe lors du tournage : caméra, drone, micro, lumière, trépieds...	Ce poste correspond à un forfait journalier pour l'utilisation de matériel pour un tournage plus complexe (caméra, micro, trépied, drones, batteries complémentaires, boîtes de protection étanches si tournage en forêt ou sur le fleuve...)

Taux journalier pour la phase post-production : temps passé pour le montage, y compris les frais de licences de logiciel, y compris cession de droits d'exploitation	Ce poste correspond à un forfait journalier pour la phase de post production : montage, mixage, reprise des films selon remarques, intégration musique (libre de droit), sous-titrage, y compris frais de licence des logiciels...
Frais de déplacement quotidien (hors billet d'avion qui pourra faire l'objet d'une ligne spécifique sur le devis) : frais de restauration, hébergement	Frais de bouche et d'hébergement quotidien. Ce poste ne comprend pas le temps de déplacement, ni les billets d'avions (qui feront l'objet d'une ligne spécifique dans le devis)
Taux horaire déplacement	Temps passé par heure pour les déplacements (y compris temps de vol avion, temps passé si transport pirogue...)
Taux horaire pour une participation à un évènement (projection film, ciné-débat....)	Temps passé par heure la participation à un évènement liée à la réalisation d'un film : projection, conférence, ciné-débat....

#### **ARTICLE 4- DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES**

Il est dérogé au cahier des clauses administratives générales pour les articles suivants :

<b>Clauses</b>	<b>Articles du présent CCP qui dérogent au CCAG FCS</b>	<b>Articles du CCAG FCS concernés</b>
<b>Pénalités</b>	<b>2.7.5</b>	<b>14.1.3</b>